Plateforme 5 : « Pour le communisme autogestionnaire »

Le texte qui suit est la plateforme qu'a défendue la Tendance CLAIRE au congrès de janvier 2015. Il a été élaboré en dialogue avec des camarades de différentes sensibilités.

Nous n'en pouvons plus de la pauvreté si répandue dans un monde riche à en crever ! Nous ne supportons plus de voir les populations massacrées sous les bombes des impérialistes qui n'ont que les mots « liberté » et « démocratie » à la bouche alors qu'ils les étouffent partout ! Nous en avons marre du chômage de masse qui prive des millions d'un emploi quand les autres perdent leur vie à la gagner, marre de la précarité avec ses horaires impossibles et son stress permanent, marre des patrons qui se gavent de pognon et nous font des leçons de morale ! Nous sommes révolté·e·s par la destruction aveugle de l'environnement au nom du fric roi, par la double journée de travail imposée aux femmes et les violences qu'elles subissent, l'oppression des LGBTI, le racisme et la xénophobie, la police qui mutile et qui tue, l'autoritarisme des chefs, la pub qui envahit l'espace, la folie consumériste et les frustrations qu'elle crée…

Ces refus et ces combats, ce sont les nôtres ! Une nouvelle génération militante de travailleur·se·s, chômeur·se·s et opprimé·e·s contribue souvent à leur animation. C'est pourquoi notre parti, qui se veut celui des exploité·e·s et opprimé·e·s, doit rechercher l'unification de ces révoltes en un combat contre la société capitaliste. Nous devons porter haut et fort le projet d'une société sans classe, sans État, sans guerre, sans oppression, et qui stoppe d'urgence le suicide écologique. Aucune « nature humaine » ne l'empêche, seulement les capitalistes et les politiciens qui défendent leur système ! Alors osons défendre publiquement un projet communiste autogestionnaire. Loin de renoncer à se battre au quotidien avec les exploité·e·s et les opprimé·e·s, défendre publiquement un projet de société et une stratégie clairs permettra au contraire d'encourager leurs luttes qui seules peuvent aboutir à la société que nous voulons toutes et tous !

1. Pas de parti révolutionnaire… sans projet révolutionnaire

a. L'impasse du capitalisme français et des principales forces politiques

Nous devrions le dire, conformément à ce que nous avons adopté au congrès dernier : **la crise actuelle n'est pas due aux politiques d'austérité mais à la baisse du**

taux de profit dont la solution dans le cadre du capitalisme est la casse de nos conquêtes sociales, la compression des salaires, les licenciements. C'est pourquoi l'un des devoirs de notre parti est d'expliquer que la seule alternative aux politiques d'austérité, c'est la rupture avec le capitalisme. Il n'y a pas de troisième voie, il n'y a pas de potion magique antilibérale qui pourrait nous sortir de la nasse. La relance « keynésienne » de 1981 a lamentablement échoué, et le tournant austéritaire était inéluctable à partir du moment où le gouvernement PS-PC avait renoncé à rompre avec le capitalisme.

Face à la crise, les capitalistes aggravent leurs politiques « néo-libérales » pour maintenir leurs profits en faisant payer les peuples, en détruisant les acquis sociaux, en cassant les services publics, en rognant les libertés démocratiques. En France, avec l'installation durable de la crise et deux ans et demi de gouvernements Hollande, les derniers espoirs placés par certain·e·s dans le PS se sont brisés et la crise politique peut devenir explosive.

Les principaux syndicats et les forces du Front de gauche, malgré les postures de certains, refusent de combattre le gouvernement. Les directions syndicales continuent de miser sur le prétendu « dialogue social » au lieu d'impulser et d'organiser les luttes. Le PC refuse de rompre avec le PS et s'est même allié avec lui dans la plupart des cas aux élections municipales pour garder ses élu·e·s et son appareil. Mélenchon est resté longtemps dépendant du PC et manque de forces comme de crédibilité à une échelle large pour réussir à s'ériger en « sauveur » national semi-réformiste en singeant le « modèle » latino-américain… **Tous se retrouvent dans un programme fondé sur le maintien du capitalisme, de l'Union européenne et de l'État bourgeois** (y compris son drapeau ensanglanté, sa police et son armée). Leur programme n'est pas crédible car fondé sur des illusions : ils promettent de sortir de la crise par une relance des dépenses publiques et de la consommation, sans remettre en cause la propriété privée ! Comme si on pouvait forcer les patrons et les actionnaires à accepter une baisse durable de leurs profits !

Il n'est donc pas étonnant que la majorité des exploité·e·s et opprimé·e·s éprouve un sentiment d'impasse. Beaucoup sombrent dans le désespoir et une partie croissante imagine une issue en termes de rupture avec l'alternance UMP/PS qui conduit la régression sociale permanente depuis 30 ans. Or **seul le FN profite de la crise** : il met en avant un programme national-capitaliste, réactionnaire et raciste, mais en affichant un discours « anti-système » et anti-UE qui lui donne une identité politique forte et le rend crédible pour une partie des classes populaires. Sa « dédiabolisation », bien aidée par les médias et la politique de Hollande aggravant encore celle de Sarkozy, lui permet d'agir comme locomotive de l'extrême-droite. Elle permet à de plus petits groupes violents d'occuper la rue et d'agresser des personnes en raison de leur origine, des LGBTI, des féministes, des militant·e·s du mouvement ouvrier. À l'opposé, **les forces d'extrême gauche manquent aujourd'hui d'une identité politique forte,** d'un discours tranchant contre le système, d'un projet qui donne espoir et envie. Elles se sont figées dans leurs schémas des décennies précédentes, leurs

fonctionnements sclérosés qui ont écœuré tant de camarades. **Sans changement radical d'orientation et de méthodes, notre parti continuera à s'enferrer dans une crise irréversible. Pour le relancer, il faut le refonder.**

b. Refonder le NPA comme parti révolutionnaire, pas comme « super-syndicat »

Le mouvement ouvrier est né à la fois, indissociablement, des luttes réelles, petites et grandes, et d'idées neuves, de projets politiques foisonnants et vivement débattus. Les projets socialistes et communistes pouvaient sembler d'autant plus « irréalistes » que les gens étaient majoritairement des paysan·e·s, la plupart illettré·e·s et sous la tutelle de l'Église… Pourtant, ils ont nourri efficacement les luttes syndicales, politiques et idéologiques, contribuant centralement aux progrès démocratiques, sociaux et culturels pour notre classe. De même, la renaissance du mouvement ouvrier au XXIe siècle ne peut passer que par de nouvelles luttes de classe, mais nourries par de nouveaux combats d'idées. Après les trahisons et l'intégration complète de la social-démocratie dans le capitalisme et l'État bourgeois, après les horreurs du stalinisme contre-révolutionnaire, il est crucial de redonner vie à l'objectif révolutionnaire. Et ce projet ne peut qu'**intégrer et fusionner les acquis des luttes ouvrières, des idées communistes, mais aussi des combats plus récents, anti-impérialistes, anti-racistes, féministes, écologistes, des luttes LGBTI.**

Pour certain·e·s camarades, la solution serait seulement de donner la priorité aux luttes et d'en finir avec le suivisme à l'égard du Front de gauche. C'est en effet une condition indispensable et nous continuerons bien sûr à défendre avec ces camarades tout pas en avant dans ce sens. Mais ce n'est absolument pas suffisant : nous voulons construire un véritable parti révolutionnaire et non un syndicat radical. Nous devons défendre notre projet révolutionnaire justement parce qu'il ne surgira pas spontanément des luttes. **En fait, l'« autre répartition des richesses » et les « mesures d'urgence », supposées plus « compréhensibles » et « raisonnables »,** apparaissent aux salarié·e·s, à juste titre, seulement incantatoires. Il faut arrêter de contourner la question clé : celle de la révolution et de la prise du pouvoir par le prolétariat, les exploité·e·s, les opprimé·e·s. **Loin d'être utopique, la défense de notre projet révolutionnaire (dans nos interventions, les luttes, les réunions publiques, notre presse, nos apparitions médiatiques…) serait un formidable encouragement aux luttes, un vecteur essentiel pour reconstruire la conscience de classe et pour donner envie de rejoindre notre parti.**

2. Une stratégie pour les luttes… articulée à l'objectif de la prise du pouvoir

Ce qui fait que ce projet communiste n'est pas qu'une utopie, c'est la lutte des classes. Le capitalisme en crise l'attise lui-même, et lorsque la conscience d'avoir des intérêts communs rencontre la force du nombre, elle peut progresser très vite. Les

travailleur·se·s font tourner ce système : ils·elles peuvent aussi le renverser.

La rupture passe par l'auto-organisation de la classe exploitée, dans les assemblées générales, les conseils d'usine, de quartiers et de villages, formant son propre pouvoir. Un pouvoir plus direct, exercé de bas en haut, avec des délégué·e·s élu·e·s, mandat·é·s, révocables et sans cumul, la seule « démocratie réelle ». **Ce pouvoir des travailleur·se·s est la condition pour renverser à la fois les capitalistes (patrons, actionnaires, rentiers…) et l'État capitaliste (ses politiciens, sa police, son armée, sa justice de classe…). C'est la condition pour collectiviser et transformer les moyens de production, définir ensemble nos besoins, planifier, dégager du temps libre pour se réunir et décider ensemble, reprendre le contrôle de nos vies.**

Aujourd'hui, ce pouvoir des travailleur·se·s paraît lointain ou impossible, mais surtout cet objectif n'est tout simplement pas connu hors de l'extrême gauche ! Il faut oser le défendre, et critiquer les illusions réformistes. Cela n'est pas du tout contradictoire avec la défense la plus ferme des revendications immédiates que portent les exploité·e·s et opprimé·e·s. **Il nous faut montrer le plus simplement possible le lien entre ces revendications et la révolution.** Cela n'est pas non plus contradictoire avec la recherche de l'unité d'action sur les objectifs qui font consensus. Car seules des luttes massives peuvent permettre aux salarié·e·s de prendre confiance dans leurs forces, d'obtenir des succès et de faire grandir leur propre organisation.

a. Nos interventions

NB : Nous n'abordons pas dans cette plateforme la question spécifique de l'intervention et de la construction dans la jeunesse, qui relèvent du secteur jeune autonome (CNJ et instances propres). Mais nous sommes pour que le parti, sa direction et les comités aient parmi leurs priorités le soutien à ces activités dans la jeunesse.

Luttes des travailleur·se·s

Nous sommes en première ligne pour mobiliser contre toute attaque. Nous sommes aux côtés de celles et ceux qui disent non, avec les travailleur·se·s de Bretagne à l'automne 2013, les intermittent·e·s, précaires et cheminot·e·s au printemps 2014, avec les salarié·e·s luttant pour leur emploi, dans les luttes contre la répression patronale…

Le pouvoir des patrons d'embaucher et de virer est un scandale quotidien ! Pour contre-attaquer dans les entreprises qui licencient, il faut un « tous ensemble » massif pour empêcher les licenciements. Nous mettons en avant aussi l'interdiction des licenciements, non en semant des illusions parlementaires, mais en reliant cet objectif à celui du pouvoir des travailleur·se·s. Dans le même sens, nous défendons l'**expropriation sans indemnités ni rachat**. Mais de simples nationalisations, qui seraient d'énormes victoires, ne sont pas notre horizon. Il faut défendre le contrôle des travailleur·se·s, contre les patrons comme les hauts fonctionnaires.

Dans le public, il faut combattre les suppressions de postes, défendre le statut et la titularisation immédiate sans condition de concours ni de nationalité de tou·te·s les précaires. Nous utilisons cet exemple pour défendre le **droit à un emploi et un salaire garantis pour tou·te·s.** Nous dénonçons les inégalités et l'hypocrisie du discours « méritocratique ». Hausse des salaires, des retraites, de toutes les allocations de 300 euros ! Pour des écarts de salaires ne dépassant pas 1 à 4 ! Défense du salaire socialisé (sécu, chômage, retraites...) et retour à la gestion par les travailleur·se·s ! Pour un vrai droit à la formation décidée par les salarié·e·s, à l'opposé de la pression pour s'adapter aux besoins du capital !

Le gouvernement sert la soupe aux patrons avec l'ANI, le pacte de responsabilité, les cadeaux fiscaux… Nous tentons d'organiser dans l'unité des luttes contre toutes ces attaques. Mais nous expliquons que les capitalistes auront toujours le dernier mot tant qu'on leur laissera le pouvoir. **Le pouvoir aux travailleur·se·s est le seul moyen d'en finir avec la précarité et le chômage, diminuer et partager massivement le temps de travail, annuler la dette et financer de vrais besoins sociaux.**

C'est seulement par ses propres luttes que le prolétariat pourra entraîner les petits paysans et les travailleur·se·s indépendants dans le combat révolutionnaire contre la société capitaliste.

Contre les oppressions

Nous luttons avec tou·te·s les opprimé·e·s, notamment pour que notre classe ne se laisse pas diviser par des réactionnaires qui pointent des boucs émissaires et défendent le capitalisme. Mais nous ne réduisons pas ces luttes à l'entreprise, car elles traversent toute la société. Tout en défendant l'alliance avec le mouvement des travailleur·se·s et la nécessité de la révolution, **nous misons sur l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent** pour leur émancipation. Nous sommes particulièrement attentif/ve-s aux personnes subissant des oppressions croisées, qui décuplent les effets de domination… et rendent particulièrement explosives leurs potentialités de révolte. **Nous menons le combat contre les oppressions non seulement en général, mais aussi dans les organisations du mouvement ouvrier**, les syndicats, les différentes structures de lutte et notre propre parti. C'est une question de principe et une conditions pour aller aujourd'hui vers une véritable convergence de toutes les luttes – et demain vers une révolution sociale qui bouleverse non seulement les rapports de production, mais l'ensemble des rapports sociaux.

Nous lions les revendications concrètes à l'objecif de **l'égalité réelle des droits pour tou·te·s : étrangers/français, femmes/hommes, LGBTI/hétéros** ; régularisation immédiate de tou·te·s les sans-papiers, droit de vote des étrangers·ères à toutes les élections, abrogation de toutes les lois anti-immigré·e·s ; contre la stigmatisation des musulman·e·s, le racisme anti-Roms ; pour l'égalité femmes/hommes à tous les niveaux ; développement de structures collectives (restaurants, crèches…) pour briser la double journée de travail imposée aux femmes ; interdiction du travail de nuit (sauf

nécessité, comme les urgences) ; défense des centres IVG, droit à la PMA pour tous les couples ; changement d'état civil sur simple demande pour les trans et remboursement à 100% des frais médicaux de transition sans condition ; lutte contre les préjugés à l'école…

Internationalisme et anti-impérialisme

Nous devons construire les mobilisations en solidarité avec les Palestinien·ne·s contre l'État d'Israël, avec les Kurdes contre Daesh, avec les soulèvements populaires des pays arabes, les mouvements anti-austérité en Europe, les luttes en Amérique latine… **Nous dénonçons le nouveau traité translantique et tous les traités commerciaux au service des capitalistes les plus puissants, l'OTAN leur bras armé, l'ONU leur caution et toutes les interventions impérialistes, à commencer par celles de l'État français** (Mali, Centrafrique…). Elles se font sous des prétextes humanitaires, mais cachent toujours les intérêts capitalistes. Nous dénonçons le double discours des impérialistes : ils s'allient avec les plus réactionnaires s'ils sont dociles et ne les dénoncent que quand ils leur désobéissent. Jamais l'impérialisme n'a « apporté » la démocratie, les droits des femmes ou la paix ; c'est par la lutte des classes et la lutte anti-impérialiste conséquente que toutes les avancées ont été obtenues.

À l'échelle internationale, **nous cherchons aussi à nouer et à développer des relations politiques et fraternelles avec toutes les organisations qui se battent pour les mêmes objectifs radicalement anticapitalistes**, dans le but d'avancer vers un programme et une activité politique commune. Nous nous donnons l'objectif d'ouvrir les discussions de fond qui permettront de jeter les bases d'une véritable Internationale communiste révolutionnaire et autogestionnaire. Cette construction ne peut être que progressive, collective et non sectaire, intégrant le bilan des organisations actuelles, notamment celles qui se réclament de la IVe Internationale ou de son héritage.

Écologie

Le mépris des capitalistes pour la planète choque et provoque des résistances locales ou nationales (NDDL, barrage de Sivens…). La crise globale (réchauffement, déforestation…) politise beaucoup de militant·e·s. Prenons appui sur le potentiel révolutionnaire de ces questions : **fin du productivisme et du gaspillage par la réorganisation de l'économie sous le contrôle des travailleur·se·s** (reconversion des industries polluantes, réduction des transports inutiles en relocalisant partiellement, transports collectifs gratuits…), fin de la publicité et de l'aliénation consumériste, sortie du nucléaire, décroissance de la consommation d'énergie et de ressources naturelles, pour des énergies renouvelables, généralisation de l'agriculture biologique…

Libertés démocratiques

Nous combattons la restriction croissante des libertés démocratiques au nom de la lutte contre le terrorisme, en réalité pour soumettre les exploité·e·s et les opprimé·e·s. Nous dénonçons les interdictions de manifester, les contrôles au faciès et les violences policières, qui frappent surtout les jeunes des quartiers populaires et les militant·e·s. **Pour le retrait de toutes les lois liberticides, le désarmement de la police** (y compris flashball, taser, grenades offensives…), dans la perspective de la dissolution pure et simple des forces de répression.

Union européenne

Les travailleur·se·s ont une colère croissante contre l'Union européenne. Il est important de clarifier notre rapport à l'UE à l'heure où le FN se présente comme son seul adversaire. **Il faut défendre publiquement l'objectif de rompre avec l'UE**, dans une perspective internationaliste et communiste et non pour un repli national-capitaliste qui n'apporterait aucune solution aux souffrances des salarié·e·s. Le pouvoir des travailleur·se·s devra rompre immédiatement avec l'UE et sa monnaie. Il ne s'agit pas simplement de s'opposer aux traités actuels, mais bien signifier qu'un État des travailleur·se·s ne pourra partager des institutions communes avec des États bourgeois. Il s'agira au contraire d'œuvrer à l'extension de la révolution et d'édifier de nouvelles relations entre les peuples, par une politique coopérative et internationaliste.

Culture

Trop souvent la culture est produite par des travailleur·se·s précaires, pour une élite qui est la seule à pouvoir y accéder. **Nous nous battons pour sortir la culture d'une logique de profit, condition pour que la création soit libre et participe à l'émancipation.** Pour cela il faut garantir un statut à celles et ceux qui donnent vie à la culture, et lutter contre la marchandisation imposée par les grands groupes de la communication ou de la distribution. Il faut que l'accès aux arts soit étendu à tou·te·s par le biais de l'école publique. De même pour les médias, notre classe subit le matraquage permanent des « informations » et de l'idéologie des riches, sans avoir le droit à la parole ! Là aussi, nous devons lier la dénonciation des médias bourgeois à l'expropriation des groupes capitalistes et au contrôle des travailleur·se·s du secteur et des usagers·ères.

b. Clarifions nos modes d'action

Auto-organisation

Les luttes sont des cadres privilégiés pour le développement de la conscience de classe et l'acquisition d'expérience militante pourvu que celles-ci ne se fassent pas par procuration. Le NPA se bat donc pour l'auto-organisation (réunions, AG, AG intercatégorielles, AG interpro, délégué·e·s élu·e·s, mandaté·e·s et révocables…) à tous les niveaux et pour le **contrôle du mouvement par les travailleur·se·s eux·elles-mêmes.** Nous n'opposons pas ces structures aux syndicats, mais nous ne craignons pas

la rupture avec les appareils conservateurs, si c'est le moyen de développer la lutte jusqu'à la victoire.

Convergence des luttes et objectif de la grève générale

Il y a des luttes tous les jours, mais la plupart sont isolées et défaites. Il est vital d'aider à les faire converger pour gagner, en prenant des initiatives, même partielles (interpellation des directions syndicales, mais aussi organisation de rencontres, manifestations, coordinations, propositions concrètes aux équipes syndicales en lutte et aux organisations d'extrême gauche…). La grève est particulièrement stratégique pour faire plier les capitalistes. **Nous menons une agitation autour de la nécessité de construire un grand mouvement d'ensemble passant par la grève générale** comme moyen de stopper et de battre le patronat et le gouvernement. Nous devons également montrer les obstacles à un tel mouvement en expliquant le rôle des bureaucraties syndicales qui accompagnent les contre-réformes, par la stratégie bien rodée des journées d'action dispersées, etc.

Unité d'action

Regrouper les forces de notre classe est un objectif stratégique. Mais cela ne signifie pas dire amen aux organisations réformistes, qui souvent sont des obstacles. **Il s'agit avant tout de massifier les luttes et d'organiser les travailleur·se·s. L'unité d'action n'est pas un front programmatique** : nous ne pouvons pas signer un texte commun qui inclut des positions contraires aux nôtres. L'unité se fait sur des points d'accord, en laissant de côté tout ce qui fait désaccord. Par exemple nous devons mobiliser ensemble contre les mesures d'austérité, mais sans en appeler à la « relance » pour sortir de la crise. **L'unité d'action n'est pas un front permanent avec les réformistes :** si des accords ponctuels sont possibles, un front permanent noierait nos positions politiques fondamentales. L'unité d'action n'est pas non plus un front pacifié : nous ne devons pas nous abstenir de critiquer nos partenaires sous prétexte que nous agissons ensemble. Nous devons au contraire pointer du doigt leurs manquements, leurs ambiguïtés, leurs trahisons, en combinant interpellation et dénonciation en fonction des expériences vécues par celles et ceux qui luttent.

Contre l'extrême droite

L'unité d'action a ici un enjeu majeur pour la protection immédiate des militant·e·s, des femmes, des LGBTI, des personnes stigmatisées pour leur origine… L'extrême droite se nourrit du terreau de la crise et l'influence de ses idées réactionnaires augmente. Pour la contrer, nous devons démonter sa fausse posture « anti-système », lui opposer le combat de classe contre la politique de l'UMP et du PS, la rupture anticapitaliste avec l'État bourgeois et l'UE, l'internationalisme. Nous combattons l'extrême droite en luttant pour l'unité des organisations du mouvement ouvrier. Nous participons aussi aux collectifs qui se montent contre l'extrême droite (s'ils ne sont pas des coquilles vides). Nous cherchons à nous y lier avec les jeunes radicalisé·e·s, tout en nous battant

pour les lier au mouvement ouvrier. En revanche nous ne devons surtout en aucun cas apparaître comme des soutiens au PS et nous refusons tout « front républicain ».

Élections

Participer aux élections n'est pas une question de principe pour nous. Cela doit permettre de diffuser nos idées largement, tout en pointant que cette République est une pseudo-démocratie. Le Front de Gauche ne pense pas cela et n'est pas anticapitaliste. Donc aucun front électoral n'est possible avec lui (sauf exception d'équipes locales en rupture).

L'abstention massive des travailleur·se·s exprime leur dégoût, voire leur rejet des partis institutionnels. Si nous sommes convaincu·e·s que la voie électorale est une impasse, il ne sert à rien de chercher à diluer nos idées, sauf à faire disparaître la voix révolutionnaire du débat. Cherchons au contraire à unir nos forces avec des anticapitalistes, comme LO, ce qui suppose de ne pas les traiter sur le même plan que le FdG.

3. Une organisation militante pour tou·te·s les exploité·e·s et opprimé·e·s

a. Se construire parmi les travailleur·se·s

Le NPA doit être un outil pour favoriser les luttes immédiates des travailleur·se·s et renforcer la conscience de classe. Il doit **s'implanter dans les lieux de travail par une activité interne ou par une intervention extérieure sur des grandes concentrations de salarié·e·s.** Il faut chercher à développer les comités de boîte et de secteur/branche autant que possible, car ils sont en général beaucoup plus adaptés à l'intervention. D'autre part, il faut aider tous les comités à avoir une intervention régulière sur un lieu de travail au moins.

Face au chômage et à la précarité qui isolent voire désespèrent les individus, notre parti doit se préoccuper de la situation professionnelle des camarades. Il revient bien sûr à chacun·e de décider son implantation selon ses qualifications, ses opportunités et ses préférences. Mais les comités et commissions doivent **aider autant que possible les camarades à trouver du travail et à renforcer notre implantation dans les secteurs où nous avons déjà des militant·e·s, notamment les secteurs clés de l'économie** (transports, énergie, communications, grosses entreprises de l'industrie et du tertiaire, etc.).

L'activité dans les syndicats est une activité politique à part entière. Notre parti doit en discuter plus collectivement, afin de dégager une orientation commune qui permette aux militant·e·s de peser dans les syndicats. Nous y mettons en avant la rupture du « dialogue social », la reprise des revendications des salarié·e·s, la démocratie, le

contrôle des responsables et des élu·e·s, l'auto-organisation dans le syndicat et sur le lieu de travail (réunion des syndiqué·e·s, AG, etc.). Nous agissons pour **regrouper les syndicalistes combatifs dans un courant intersyndical lutte de classes, notamment en proposant des assises nationales du syndicalisme combatif.** Ce serait un pas décisif pour vaincre le sabotage organisé par les directions syndicales. Les conditions pour lancer un tel processus sont particulièrement favorables avec la maturation à l'œuvre dans et autour des structures syndicales. Les militant·e·s du NPA influencent un nombre suffisant de syndicalistes, voire d'équipes, pour impulser un tel courant.

b. Relier les luttes spécifiques à notre combat anticapitaliste

Si le lieu de travail est un lieu de construction stratégique prioritaire pour en finir avec le capitalisme, il n'est pas le seul. Le capitalisme impacte notre environnement ou encore nos relations sociales. **Le NPA doit donc jouer un rôle pour organiser les opprimé·e·s qui luttent dans différents domaines.**

Pour les luttes écologistes, féministes, LGBTI, antifascistes, comme pour la défense des besoins concrets de la population (maintien d'un bureau de poste, d'une gare, etc.), **nous soutenons ou impulsons la création de collectifs** avec des individus, des associations et/ou des syndicats qui permettent de combiner différents types de militantisme. Par exemple, nous contribuons à regrouper les militant·e·s écologistes radicaux·ales avec les militant·e·s ouvriers·ères pour mettre en évidence les intérêts communs de celles et ceux qui veulent lutter contre NDDL, le barrage de Sivens, l'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse, etc. De même, nous intervenons dans les collectifs féministes et militons pour qu'il en existe dans les entreprises, les facs, les lycées, pour développer la conscience féministe et les luttes autonomes des femmes, et si possible sur des bases de classe. **Nous défendons aussi et promouvons les réunions non mixtes** pour permettre aux personnes opprimées de se rencontrer, de prendre la parole, de discuter, d'élaborer et d'agir entre elles.

4. Un parti pour l'émancipation

Deux ans après le dernier congrès, les dysfonctionnements sont toujours là, et les relations sont de plus en plus crispées entre militant·e·s. La manière dont fonctionne le parti continue d'être un obstacle à son renforcement.

Des pratiques militantes en accord avec notre projet

Sans prétendre que notre parti puisse être une « contre-société », il doit être un lieu d'émancipation, vigilant contre la reproduction des oppressions, où les nouveaux et nouvelles militant·e·s puissent prendre leur place.

Cela implique des **réunions adaptées à la vie des travailleur·se·s** par leurs horaires et leur durée comme par leur contenu qui articule analyses et conclusions pratiques

pour la lutte. Cela implique aussi de **limiter la division entre tâches** « intellectuelles » (formation, élaboration, etc.) et « manuelles » (diffs, collages, etc.). La formation aux acquis théoriques et historiques du marxisme, du mouvement ouvrier, enrichis plus récemment par ceux du féminisme, de l'écologie radicale, etc., est nécessaire pour l'égalité dans les débats. Il faut aussi **généraliser l'organisation de gardes d'enfants** lors des réunions (comme pour les CPN depuis deux ans) pour que cette tâche ne repose pas sur les femmes. Cette responsabilité doit être portée collectivement.

Réaffirmer la démocratie interne et la camaraderie

Le débat fraternel doit reprendre sa place. On ne peut pas commencer une phrase par « camarades » pour ensuite jeter mépris et mauvaise foi sur un courant opposé. **Il faut apprendre à débattre sans que cela dégénère en « drame familial » à chaque instant.** Vu les violences de la société actuelle, ce n'est pas simple, mais cela fait partie de la « formation » qui doit être transmise dans un parti pour l'émancipation.

Donner toute leur place aux comités

Les comités sont les instances de base du parti. Ils intègrent les camarades, débattent des questions politiques, définissent leurs priorités… Les regroupements de comités, notamment au niveau départemental, permettent leur coordination et l'élargissement des discussions. Il est important d'organiser des congrès de fédérations, d'élire des secrétariats chargés de l'impulsion et de la coordination. Des AG départementales ou regroupant des comités doivent être réinstituées partout où c'est possible. C'est le cadre pour préparer les CPN, y faire remonter les attentes et les propositions des camarades et en rendre compte. Des comptes rendus et bilans des activités menées à la base devraient être regroupés et diffusés dans un BI permanent.

Intégrée dans les statuts par le précédent congrès, **la réunion nationale des comités doit être l'occasion d'échanger des expériences à partir des comités**, **de mener sereinement les discussions de fond** qui dépassent celles de l'orientation immédiate, d'intégrer les nouveaux/nouvelles camarades dans les débats du parti.

Un CPN pour l'élaboration politique

Les élu·e·s au CPN doivent rendre compte de leur mandat régulièrement et continuer d'avoir une activité locale régulière sans quoi ils·elles ne sauraient faire de lien avec la base. La suppléance des élu·e·s au CPN inscrite dans les statuts au précédent congrès doit maintenant être généralisée.

Un BI préparatoire du CPN doit toujours être diffusé assez longtemps en avance pour pouvoir être discuté avant le CPN. La responsabilité des courants est aussi d'y inclure leurs propres propositions et élaborations.

L'élaboration collective du CPN doit se renforcer et donner lieu quand c'est possible, pour sortir des logiques de bloc, à des votes de motions à majorité « transversale » (et non comme cela a été fait jusqu'à maintenant avec une direction qui impose sa ligne dans ses motions).

L'ordre du jour des congrès doit être élaboré en partant de la base c'est-à-dire des comités, à charge pour le CPN de le coordonner et de le formaliser.

Un CE pour l'exécution

Des décisions, parfois importantes, sont prises individuellement par certain·e·s camarades en dehors des instances du parti, comme l'a expliqué à juste titre Philippe lors de sa démission du CE. Cela doit cesser. **Les porte-parole, qui ont un mandat politique, doivent s'appuyer sur l'élaboration collective, mais aussi rendre compte au parti.**

Le CE doit être soumis à un contrôle accru du CPN, la direction statutaire du parti. Toutes les réunions du CPN s'ouvrent sur une présentation du bilan du CE depuis le dernier CPN : savoir ce qui a été fait, si c'était bien en accord avec les décisions prises, et pourquoi. La clôture du CPN par les votes est aussi le moment où le mandatement du CE doit être le plus clair possible.

Le CE étant la direction de fait du parti, c'est une question élémentaire de démocratie qu'il reste composé à la proportionnelle des votes de plateformes.

des militant-e-s du NPA, le 10 novembre 2014